



“ RÉSUMÉ ”

Éric DEBARBIEUX
Benjamin MOIGNARD

A L'ÉCOLE

DE LA DÉFIANCE

OCTOBRE 2022



Avec le soutien de



À L'ÉCOLE DE LA DÉFIANCE

Résumé **Éric Debarbieux** et **Benjamin Moignard**

En 2013, L'ASL publiait la plus vaste enquête auprès des personnels jamais réalisée en France (Debarbieux, Moignard et Hamchaoui, 2013). Dix ans après, L'Autonome de Solidarité Laïque, avec le soutien de la CASDEN Banque Populaire, s'associe dans la continuité aux professeurs **Éric Debarbieux** et **Benjamin Moignard** afin de renouveler cette démarche et en accentuer la portée. Cette nouvelle enquête est une occasion unique de mesurer les transformations vécues par les personnels et l'évolution de leur perception en 10 ans. Il s'agit de donner la parole aux personnels et de considérer la perception de ces acteurs sur les faits vécus sur le terrain. Cette enquête concerne le second degré (collège et lycée). Une nouvelle enquête à destination du premier degré sera lancée dans les prochains mois.

L'échantillon 2022 porte sur 8 851 répondants d'une enquête de climat scolaire et de victimation renseignée en ligne entre mai et juillet 2022. Cet échantillon a été pondéré pour être cohérent avec les données du bilan social 2021 du ministère de l'Éducation nationale. Il est composé de 6 342 femmes, 2 485 hommes et 25 individus qui se positionnent comme non-binaires. On compte 17,1% de moins de 35 ans, 47% ont entre 35 et 50 ans et 35,9% sont plus âgés. 54% de l'échantillon est composé de personnels de collège, 26,4% de lycée général et technologique, 15,2% de lycée professionnel et 4,4% d'autres types d'établissements (établissements spécialisés, etc.).



Éric Debarbieux,
Professeur émérite
en sciences de l'éducation
à l'université
Paris-Est Créteil



Benjamin Moignard,
Professeur en sciences de
l'éducation à l'université
Cergy-Paris et Président de
l'Observatoire universitaire
international de l'éducation et de
la prévention (OUIEP)

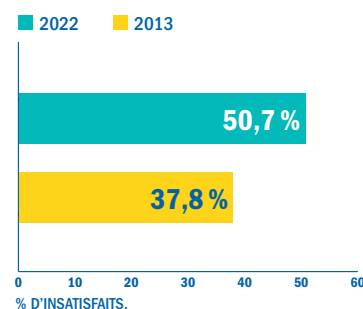
UN CLIMAT QUI SE DÉGRADE ENTRE ADULTES, UN QUOTIDIEN AVEC LES ÉLÈVES PLUS FAVORABLE



UN CLIMAT DÉGRADÉ

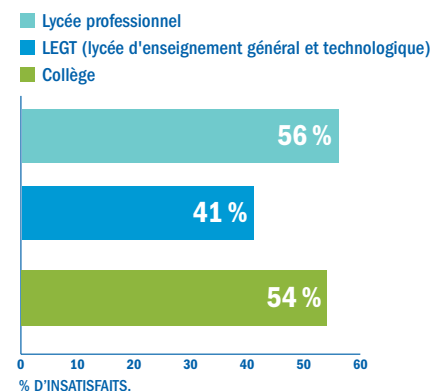
Le climat scolaire s'est fortement dégradé entre 2013 et 2022 d'après les personnels, passant de 37,8% d'insatisfaits (cumul des réponses pas du tout satisfait et plutôt pas satisfait) à 50,7% d'insatisfaits, soit plus de la moitié des personnels.

Un climat scolaire fortement dégradé entre 2013 et 2022



Les répondants exerçant en lycée professionnel sont les plus insatisfaits (56% contre 41% en LEGT et 54% en collège).

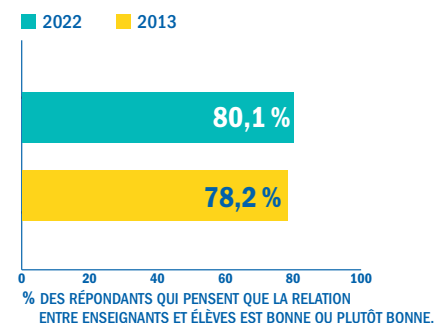
Les personnels des lycées professionnels sont les plus insatisfaits



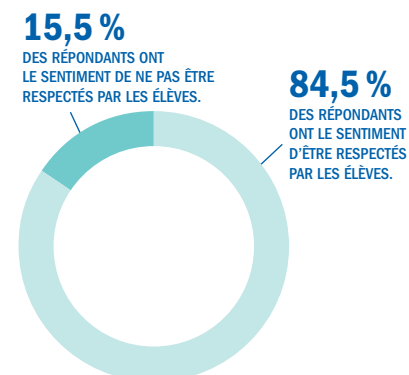
UNE RELATION AUX ÉLÈVES POSITIVE

La relation aux élèves, elle, ne s'est pas détériorée et reste à un niveau positif, ce qui est d'ailleurs en accord avec les enquêtes nationales de climat scolaire auprès des élèves (voir par exemple DEPP, Hubert, 2018 en ce qui concerne les collèges et DEPP, 2018 en ce qui concerne les lycées). Ainsi, dans nos enquêtes, 80,1% des répondants en 2022 pensent que la relation entre enseignants et élèves est bonne ou plutôt bonne contre 78,2% en 2013. Le sentiment d'être respecté par les élèves reste très majoritaire (84,5%), dans toutes les catégories de personnels.

Une relation aux élèves toujours très positive



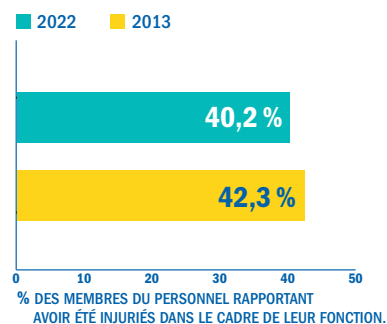
Un sentiment d'être respecté par les élèves qui reste très majoritaire



UNE PERCEPTION DE LA VIOLENCE STABLE, DES VIOLENCES SUBIES EN BAISSÉ

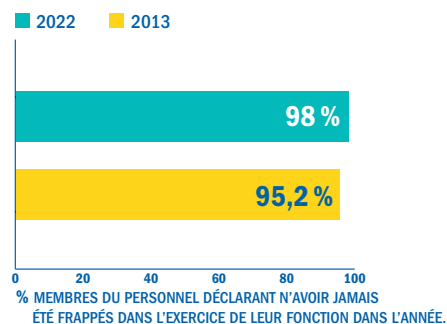
Le sentiment qu'il existe de la violence dans l'établissement n'a pas évolué, restant très présent pour un peu moins d'un tiers des personnels. La victimation des personnels par les élèves – même si elle est assez importante au niveau de la violence verbale – a légèrement, mais significativement diminué, passant de 42,3% des membres du personnel rapportant avoir été injuriés dans le cadre de leur fonction en 2013, à une baisse légère, mais significative de 40,2%.

La victimation des personnels par les élèves a légèrement, mais significativement diminué



Les violences physiques sont toujours extrêmement rares : nous passons de 95,2% à 98% de membres du personnel déclarant n'avoir jamais été frappés dans l'exercice de leur fonction dans l'année.

Les violences physiques toujours extrêmement rares



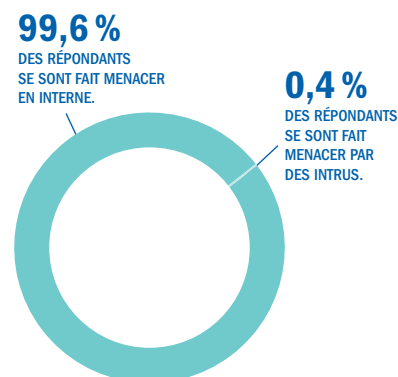
Les violences avec armes sont rarissimes (moins de 0,4% de l'échantillon) et il s'agit dans la plupart des cas d'armes par destination (cutter, compas, outil en atelier), rendant totalement caducs les fantasmes de détecteurs de métaux et de fouilles des cartables pour régler le problème.

Cette relative rareté des violences physiques ne doit pas conduire à les relativiser qualitativement, mais bien à une prise en charge psychologique efficace des victimes. Il ne s'agit pas pour autant d'une mesure de la violence entre élèves, non évaluée dans cette enquête.

DES VIOLENCES D'ABORD INTERNES AUX ÉTABLISSEMENTS

Comme dans toutes les enquêtes en France et à l'étranger, les violences sont essentiellement des violences exercées en interne, bien plus que des violences d'intrusion : celles-ci existent, mais restent rares. Moins de 0,4% des répondants se sont fait menacer par des intrus. 2 répondants sur l'ensemble se sont fait frapper par des intrus et 4 par des inconnus à l'extérieur de l'établissement (soit en tout moins de 0,4%). Une fois de plus, nous soulignerons que la vidéoprotection et l'enfermement sur eux-mêmes des établissements scolaires ne sauraient tenir lieu de panacée contre la violence en milieu scolaire.

Des violences d'abord internes aux établissements



DES VICTIMATIONS INÉGALES EN FONCTION DES CONTEXTES D'EXERCICE ET DES FONCTIONS

Cette victimation révèle certaines inégalités. Ces inégalités ne sont pas vraiment liées au sexe¹. Les femmes sont plutôt moins victimes que les hommes, mais dans des proportions relativement faibles.

Par contre, trois variables sont réellement opérantes. Une variable socio-économique (le fait d'appartenir à l'éducation prioritaire). Une variable liée à la fonction exercée : les personnels non enseignants (en particulier de vie scolaire) et les enseignants en charge de classes spécialisées sont plus souvent victimes des élèves. Les personnels de direction sont plus souvent menacés par des parents. Enfin, une variable est liée au type d'établissement : les personnels des lycées professionnels et des collèges sont nettement plus exposés que les enseignants de LEGT. On peut bien sûr y voir une conséquence du tri social, sachant que la sociologie de la violence à l'école est – et reste – une sociologie de l'exclusion (Devine, 2001).

¹ Notre questionnaire permettait de s'identifier comme homme, femme ou non-binaire. Toutefois, le peu de réponses dans cette dernière catégorie nous conduit à continuer à employer le terme « sexe », comparant hommes et femmes cisgenres.

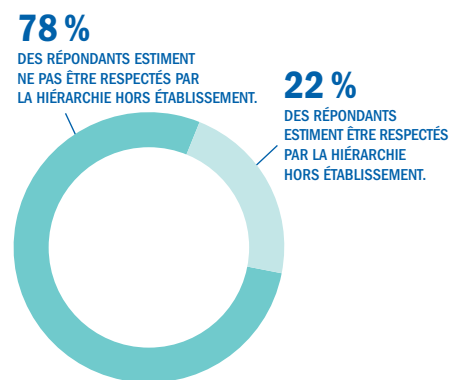
UN EFFONDREMENT DE LA QUALITÉ DE LA RELATION ENTRE LES ADULTES ET UNE DÉFIANCE FORTE À L'ÉGARD DE LA HIÉRARCHIE

C'est là sans doute le résultat le plus significatif dans cette nouvelle enquête : on assiste à un véritable effondrement de la qualité des relations entre adultes, en lien avec une remise en cause très forte des hiérarchies, autant proches que lointaines.

UNE FORTE REMISE EN CAUSE DE LA HAUTE HIÉRARCHIE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DU MINISTÈRE

Cette remise en cause transparaît dans le sentiment exprimé par 78% des répondants de ne pas être respecté par la hiérarchie hors établissement.

Une forte remise en cause de la haute hiérarchie de l'Éducation nationale et du ministère

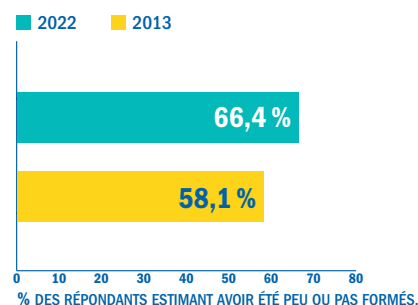


La remise en cause s'exprime aussi par une évaluation très négative des réformes récentes et de la manière de faire réforme. On notera que contrairement à nos enquêtes précédentes, les personnels de direction témoignent d'une méfiance accentuée face à ces réformes.

Certes, les PERDIR ont une vision plus positive avec un taux d'approbation de 44% pour la réforme des lycées et de 45,6% pour la réforme du baccalauréat, vs moins de 7% pour les enseignants. Ce qui signifie aussi que ceux qui sont chargés d'appliquer ces réformes sont 93% à la désapprouver dans leur classe et 60% chez les personnels de direction.

La réforme de la formation est tout autant conuquée avec un taux d'approbation de moins de 8%. Il y a d'ailleurs une forte augmentation du nombre de répondants se sentant mal formés : nous sommes donc passés en une dizaine d'années de 58,1% à 66,4% des répondants estimant avoir été peu ou pas formés (et même 70% pour les enseignants).

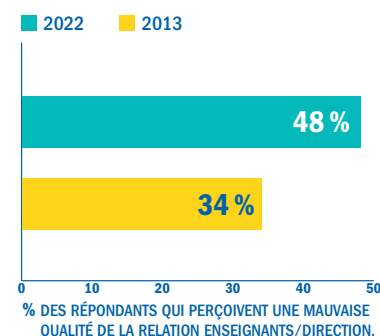
Une forte augmentation du nombre de répondants se sentant mal formés



UNE RELATION DÉGRADÉE À L'ÉGARD DES DIRECTIONS D'ÉTABLISSEMENTS ET AU SEIN DES ÉQUIPES PÉDAGOGIQUES

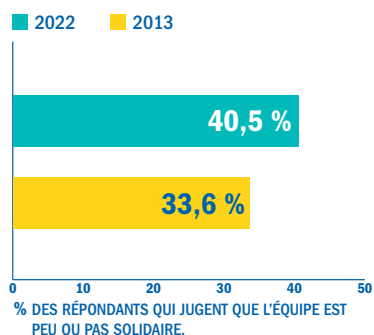
En particulier près de la moitié des personnels interrogés (48%) perçoivent une mauvaise qualité de la relation enseignants/direction, en augmentation de 14% par rapport à l'enquête précédente.

Une relation dégradée à l'égard des directions d'établissements et au sein des équipes pédagogiques



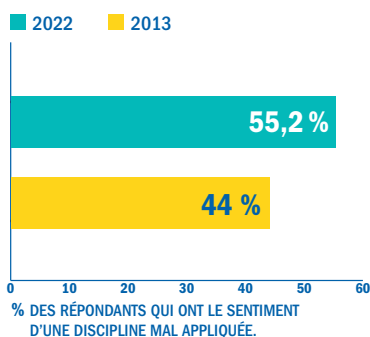
L'augmentation des conflits au sein des équipes pédagogiques est avérée, avec une baisse de la solidarité entre adultes : l'équipe est jugée peu ou pas solidaire par 40,5% des répondants en 2022 contre 33,6% en 2013.

Une augmentation des conflits au sein des équipes pédagogiques est avérée



Ces conflits prennent place autour du sentiment d'une discipline mal appliquée passant en 2022 à 55,2% vs 44% en 2013.

Une augmentation du sentiment d'une discipline mal appliquée



Les conflits s'expriment aussi par une augmentation des réponses à la question sur le rejet subi de la part d'au moins une partie du personnel qui passe de 18,3% des réponses à 30,6%.

DES VICTIMATIONS ENTRE LES PERSONNELS EN HAUSSE

La principale évolution des victimations déclarées par les personnels est qu'elles sont bien plus souvent des victimations entre personnels... La question du harcèlement moral est devenue centrale. On passe en effet de 10,8% à 19,9% de répondants s'estimant harcelés. Près d'un sur 5 estime avoir été harcelé en 2022 contre un peu plus d'un sur 10 en 2013.

→ **1/10**
s'estimait harcelé en 2013

→ **1/5**
s'estimait harcelé en 2022

Très majoritairement, ce harcèlement supposé n'est pas exercé par les élèves, mais d'abord par d'autres professionnels : dans plus de 43% des cas rapportés par la direction quand il s'agit des enseignants ou des CPE par exemple, et à plus de 36% par d'autres membres du personnel quand il s'agit des directions.

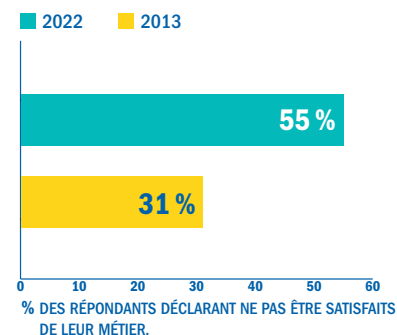
UN MALAISE DANS L'ORGANISATION SCOLAIRE

On observe un immense malaise dans l'organisation scolaire où il ne s'agit pas de dire que les directions sont moins efficaces qu'antérieurement, mais que la perte de sens liée à des réformes mal comprises et malmenantes, ajoutée à la crise sanitaire et à une communication ministérielle erratique, ont placé les cadres de terrain dans des situations très difficiles à gérer. Le scepticisme et la souffrance au travail en ont été multipliés autant pour ces cadres que pour la base. Les revendications salariales s'expriment bien plus que dans notre précédente enquête, justifiées sans aucun doute, mais témoignant aussi d'un fort sentiment de déclassement et de maltraitance politico-institutionnelle.

UN DÉPIT DEVENU MAJORITAIRE

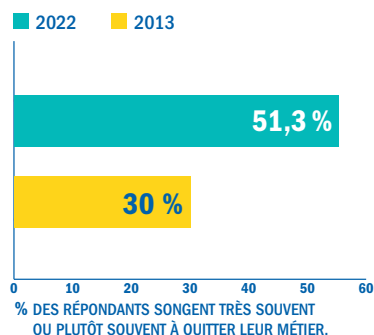
Ces difficultés témoignent d'une situation de crise qui va bien au-delà des tensions actuelles autour du recrutement. On passe de 31% de personnes déclarant n'être pas satisfaites de leur métier à 55% entre nos deux enquêtes. 24% de plus : **c'est un effondrement.**

Une insatisfaction croissante



Il en va de même des réponses à la question : « Songez-vous souvent à quitter votre métier ? ». 30 % des répondants en 2013 y songeaient très souvent ou plutôt souvent. Ils sont 51,3 % dans ce cas en 2022 à l'exprimer. 21 % de plus...

Un dépit devenu majoritaire



Le problème n'est donc pas simplement d'attirer de nouveaux enseignants, mais de retenir les autres ou d'éviter leur découragement. En langage technocratique : il y a un problème de gestion du stock. De gestion humaine.

DE NOUVELLES PROBLÉMATIQUES À INTERROGER AUTOUR DE LA LAÏCITÉ ET DU RAPPORT À L'ÉCOLE

Si nous mettons fortement l'accent sur la dégradation du climat scolaire liée à une gouvernance de plus en plus rejetée ayant pour conséquence l'augmentation des conflits d'équipe et une perte de sens, il n'en reste pas moins que de nouvelles problématiques se font jour dans notre enquête. Cela concerne le rapport à la laïcité et la remise en cause des contenus d'enseignement.

LE SENTIMENT D'UNE LAÏCITÉ MENACÉE À L'ÉCOLE

Ce sont précisément 53 % des personnels qui partagent cette inquiétude, inquiétude qui augmente avec l'âge des répondants. Le fait d'enseigner en REP ou ailleurs n'a pas d'incidence significative sur ce sentiment, comme la composition sociale des établissements d'exercice. Plus que des variables sociales, la question du climat scolaire est là encore centrale : 63 % des personnels qui se disent insatisfaits du climat considèrent la laïcité comme menacée à l'école, contre 38 % de ceux qui apprécient le climat le plus favorablement. Il semble donc que les craintes à l'égard de la laïcité s'insèrent dans une appréhension plus négative de l'école en général, plutôt que sur la base des contextes d'exercice du métier.

UNE DEMANDE DE MODÉRATION DE LEURS PROPOS AUX ÉLÈVES

Ce sont environ la moitié des personnels qui signalent demander assez souvent ou souvent à leurs élèves de modérer leurs propos. Ce sont d'abord les insultes ou le langage déplacé qui suscitent le plus grand nombre de demandes de modération, pour

près de la moitié de ceux qui le signalent. Les interventions portent ensuite sur la nécessité de reprendre les élèves sur des situations de racisme ou de xénophobie (39 %) et de LGBT-phobie (24 %). On retrouve à peu près ce même nombre en ce qui concerne la modération à propos de la religion tandis que 15 % des personnels sont confrontés à des discours liés aux théories du complot.

DES REMISES EN CAUSE DES ENSEIGNEMENTS MINORITAIRES, MAIS VÉCUES PAR CERTAINS ENSEIGNANTS

13 % des personnels sont confrontés très souvent ou assez souvent à des remises en cause de leur enseignement. La majorité de ces réponses portent sur des remises en cause des méthodes pédagogiques utilisées, plus que sur les contenus en tant que tels. Le lien avec la religion arrive en seconde position, avec près de 16 % des enseignants de l'échantillon qui signalent avoir été confrontés à une remise en cause de leurs contenus en lien avec la religion. Ils sont 3,7 % de l'échantillon total à le vivre souvent ou très souvent.



 www.autonome-solidarite.fr

